



Bureau de dépôt -
Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE



Trimestriel du CIEP | MOC

n° 103 - JANVIER-FÉVRIER-MARS 2020



DES SAVOIRS POPULAIRES À L'ACTION COLLECTIVE

Être sans emploi, une épreuve pour la santé
Dans les coulisses d'une formation en histoire à l'ISCO

Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Tiffany LESCEUX, Claire MATHOT, Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Stéphanie BAUDOT, Mario BUCCI, Maxime DOGOT, Eттаoufik FATHI, Laura FAURE, France HUART, Guillermo KOZLOWSKI, Claire MATHOT, Anne-France MORDANT, Amélie ROUCLOUX

PHOTO : Anne COLLARD, Florence MOUSSIAUX, France HUART, Marie-Hélène TOUSSAINT et Michel WIEDEMANN

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE PAR DCL PRINTERS
CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITEUR RESPONSABLE : Mario BUCCI, – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



Reportage &

ÉDITORIAL

L'Éducation populaire au temps du coronavirus..... 3

ANALYSE

Questionnements autour des savoirs populaires 4
Retour de l'enquête ouvrière au MOC-Bruxelles 6
Voir, juger, agir : elles l'ont fait en GRAND !..... 9

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Être sans emploi, une épreuve pour la santé 12
Les grèves et luttes sociales : passé, présent et avenir 14
Obscurités & lumières : Extrême droite, Démocratie,
Mouvement social 15
Myself&Europe : Europe, inclusion et citoyenneté active 15
Courir avec WSM pour les jeunes de la rue au Guatemala 17

VIE DE L'ISCO

Dans les coulisses d'une formation en histoire à l'ISCO 17
INTERBAGIC : journée de rencontre sur l'espace public..... 19

EN RÉGIONS

Viva For Life, et après ? 20
Le capitalisme quelle(s) voie(s), quel avenir ? 21
Le capitalisme, et après ? 21
Apéroroulotte à Perwez 21

EN BREF..... 21

Libérer les femmes, changer le monde : le féminisme
des années '70 en Belgique 22
ICI si j'y suis..... 22
STOP aux violences sexuelles 22

AGENDA 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Petite Histoire/Grande Histoire pour transmettre
une culture politique et militante

Mario BUCCI ♦ Directeur du CIEP-ISCO communautaire

L'Éducation populaire au temps du coronavirus

Au moment où ces lignes sont écrites, une pandémie secoue une bonne partie de notre planète et frappe les pays occidentaux. On a parfois le sentiment d'une toute-puissance occidentale, comme si on avait la conviction profonde que, chez nous, un virus qui se répand ne peut pas avoir de conséquences catastrophiques. Après la grippe espagnole en Europe il y a un siècle, des dispositifs de recherche médicale ont été mis en place pour développer rapidement des vaccins, des systèmes performants ont été construits pour la prise en charge des malades. Pourquoi se préoccuper ? Dans certains pays du Sud, par exemple en Inde, des mesures de contrôle de la diffusion du coronavirus ont été déployées beaucoup plus vite et ce malgré le nombre bien plus réduit de cas que dans les pays occidentaux : probablement, en Inde, la conscience de ce qu'une épidémie peut provoquer relève d'une expérience encore vivante. Y aurait-il une perte de mémoire dans nos pays qui justifierait une sous-estimation d'un danger ? Y aurait-il une conviction de supériorité occidentale qui est en jeu ?

Ce que cette épidémie montre est qu'il est plutôt simple de mettre à mal nos systèmes de santé et notre économie. D'une part, elle met en évidence les limites de capacité des structures hospitalières : pénurie de lits et de matériel, épuisement du personnel soignant, impossibilité de réaliser des tests pour l'ensemble des personnes symptomatiques. L'existence de compétences, de connaissances, de technologies de plus en plus avancées servent sans doute à rassurer quant à la supériorité occidentale, mais, soumises à la recherche exaspérée de l'efficacité, à la logique marchande des politiques néolibérales, ne produisent pas des résultats à la hauteur de cette présumée supériorité.

Cette épidémie coûte terriblement cher d'un point de vue économique : des secteurs industriels mis en crise en quelques semaines, la perte de confiance sur les marchés financiers, présages de crises à venir, les pertes d'emplois qui frappent immédiatement les travailleurs précaires. Par contre, pour certains.e.s, l'épidémie devient une opportunité de gain, comme pour l'industrie pharmaceutique, les producteurs de matériel et équipement médicaux, les compagnies d'assurance. Sous le capitalisme, toute crise est à la fois une oppor-

tunité de nouvelles formes de valorisation et d'accumulation de capitaux, et pour d'autres, une source de souffrance¹.

À cause de son invisibilité, l'épidémie est aussi une menace susceptible de frapper n'importe quel individu à n'importe quel endroit de la planète. Toutefois la manière dont elle est gérée peut susciter ou prévenir la panique générale. On a vu les images de rayons de supermarchés vidés, on se trouve déjà en situation d'épuisement de certains produits cliniques, ce qui met à mal le fonctionnement même des structures hospitalières. Les gouvernements cherchent à rassurer, calmer, responsabiliser ; les médias tendent à faire l'inverse. Pris entre le problème de cadrer les comportements de la population, celui de ne pas mettre à mal les intérêts économiques et financiers, et celui de maîtriser l'impact du virus, les gouvernements apparaissent hésitants et contradictoires.

Nous sommes en train d'expérimenter à nouveau, après quelques siècles, l'isolement des personnes comme modalité de gestion d'une épidémie : on interdit les rassemblements, on conseille d'éviter les contacts humains, dans certains pays on ferme les écoles et les universités, on encourage le télétravail. Jusqu'à arriver à l'interdiction de circulation sur le territoire. La gestion de l'épidémie exige une restriction des libertés.

Le capitalisme ne peut pas exister si on impose des limites à son expansion. Les personnes, on peut les limiter tant que cela ne constitue pas une limite à l'expansion capitaliste. Cela induit aussi une sorte de sélection implicite entre les individus les plus utiles (ou méritants) et ceux qui le sont moins. Au début de la diffusion du coronavirus, on a pu entendre des discours qui se voulaient rassurants quant au fait que ce virus n'était pas si dangereux, car il n'était léthal que pour des personnes âgées et/ou des personnes déjà affaiblies par d'autres facteurs. Ce virus ne serait-il pas en train de révéler une hiérarchie implicite de valeurs, basée sur l'utilité sociale et économique ?

Une des missions de l'Éducation populaire est celle de déconstruire les discours qui visent à naturaliser, effacer et normaliser des implicites qui devraient nous révolter. Rendez-vous à la Semaine Sociale du MOC pour analyser l'extrême droite. D'ici-là, je vous souhaite une bonne santé.

1. Voir le dernier post de Frédéric Lordon, « Coronakrach », (en ligne) <https://blog.mondediplo.net/coronakrach>

DES SAVOIRS POPULAIRES À L'ACTION COLLECTIVE

Guillermo KOZLOWSKI ♦ Collectif Formation Société CFS asbl

Questionnements autour des savoirs populaires

Qu'est-ce qu'un savoir populaire ?

Plutôt que définir ce qu'est un savoir populaire, il me semble intéressant de comprendre son apparition. À un certain moment de l'histoire de l'Occident, vers le XVI^e siècle, une rupture s'est produite à partir de laquelle un savoir, pour être reconnu comme vrai et efficace, doit être nécessairement valable partout et pour tous.tes, formalisé de manière abstraite. La contrepartie de ceci est que lorsqu'un savoir est situé, local, formulé avec des images, lorsqu'il fonctionne dans des groupes minoritaires, il sera systématiquement attaqué et dévalorisé. Le savoir produit par les gens pour agir dans leur vie est contesté, transformé par le discours dominant en superstition, croyance, savoir non valable.

Le sens commun devient ainsi l'ennemi du savoir : toutes sortes de dispositifs sont mis en place pour montrer aux gens que ce qu'ils savent est en fait une illusion dangereuse, sans lien avec le réel, que le vrai savoir est celui du professeur, du théologien, un peu plus tard celui de l'ingénieur.e, de l'économiste, du médecin, du.de la sociologue... D'une certaine manière, on peut affirmer que les savoirs populaires sont ceux qui mobilisent le sens commun. Non pas qui s'en servent ou qui l'étudient, mais qui sont produits en interaction avec un sens commun vivant, mouvant.

Apprendre est ainsi
une manière de produire
de nouveaux savoirs. D'où
l'importance d'un questionnement
qui politise la question.

Pour Paolo Freire, par exemple, alphabétiser n'est pas donner à quelqu'un quelque chose dont il manque. Être analphabète dans le Nordeste du Brésil implique un certain type de rapport au monde, une certaine connaissance du monde. Apprendre à lire ne doit pas

être pensé comme une manière d'éliminer l'ignorance, mais il faut que cela s'agence avec les connaissances que les paysan.ne.s ont, avec un rapport au monde qui n'est pas inférieur. Apprendre est ainsi une manière de produire de nouveaux savoirs. D'où l'importance d'un questionnement qui pourrait passer pour inutile mais qui politise la question : qu'est-ce que ça implique l'importance de la lecture dans notre monde, comment c'est utilisé, par qui. Par exemple, écrire « riz » implique aussi de savoir qui le mange, quels types de riz, quel type de savoir pour le cultiver, pour le vendre, pour l'exporter... Les savoirs des ouvrier.ère.s agricoles sont nombreux sur ces sujets, ils ne sont pas écrits, ni formalisés... et circulent d'une autre manière, qu'il s'agit de développer et valoriser.

Un autre exemple : *le collectif d'infirmières de la Santé en lutte*. Les infirmières doivent appliquer les protocoles établis par des médecins et des laboratoires. Le savoir sur le corps, la maladie, le psychisme du.de la patient.e, ... produit par des médecins et des laboratoires est censé être vrai, objectif, universel... Incommensurablement plus efficace que celui des infirmières, qui est fait de savoirs formalisés mais aussi d'expériences, de savoirs très locaux, d'échanges avec les patient.e.s, de réflexions sur leurs pratiques. Pourtant lorsqu'elles pensent à partir de leurs pratiques, il y a une autre manière de concevoir la santé, une réflexion sur la vie devenue protocole, sur le travail, sur une sorte de bon sens un peu idiot et paresseux qui s'est installé, qui veut toujours déléguer sa vie.

Comment certains savoirs deviennent centraux et d'autres sont dévalorisés ? Avec quelles conséquences politiques ? Dans quelle visée politique les savoirs expérientiels sont-ils écartés, délégitimés ?

Les savoirs n'existent pas en dehors d'un rapport au monde concret ; personne ne pense en l'air.

Vers le XVI^e siècle se développe un savoir qui se veut universel mais qui correspond à toute une série de pratiques très concrètes en cours de développement. Par exemple, le commerce au long cours, apparu au nord de l'Italie vers le XIII^e siècle. Les très gros marchands, spécialisés dans des marchandises faciles à transpor-

ter et ultra rentables (les épices notamment) sont peu nombreux, mais ils sont capables de mobiliser d'énormes capitaux. Ils seront déterminants dans le financement de la colonisation de l'Amérique. Les développements à la fois techniques et économiques de ce capitalisme en train de naître permettent de penser à l'échelle de la planète. Et leur temps n'est plus le temps circulaire du retour des saisons, mais un temps linéaire d'accumulation d'argent, c'est-à-dire un temps plus abstrait, plus homogène, mesurable mécaniquement, universel, propice aux formalisations mathématiques...

Ce savoir à prétention universelle s'agence aussi avec des recherches en physique mécanique qui modélisent le mouvement. Parallèlement, l'imprimerie développe la possibilité de diffuser massivement un savoir contrôlé et figé. Ces pratiques, et bien d'autres, interagissent entre elles, nécessitent un savoir formalisé, hors-situation, universel, qu'elles produisent, importent et diffusent. Bref, un rapport au monde différent commence à se mettre en place et accouche d'un nouveau terrain d'affrontement politique qui consiste à produire et maîtriser la vie quotidienne à travers l'introduction de savoirs formalisés. Comment on travaille, comment on élève les enfants, comment on se soigne, qu'est-ce qu'on mange, comment on se comporte à table, comment on fait l'amour... Dans tous les domaines, des protocoles formalisent la bonne manière de faire, et enseignent que la formalisation est supérieure à l'expérience.

Un peu partout, il est question de formalisation de savoirs, de dévalorisation des savoirs non formalisés et surtout non-formalisables. La colonisation sera sans doute l'expérience déterminante. C'est dans la colonisation de l'Amérique que se forge concrètement la figure du bon sauvage, qui n'est pas mauvais, ni forcément idiot, mais qui est inférieur aux Européens parce qu'il ne possède pas la « civilisation ». Il n'est pas différent par nature, mais il diffère par la qualité et la quantité de savoirs possédés et dans sa capacité à acquérir et appliquer des savoirs formalisés. L'ensemble des savoirs indiens sera délégitimé : on n'y voit que des superstitions ou des formes archaïques des vrais savoirs, possédés eux par les Européens. Du coup, l'ensemble de leurs comportements est proclamé sans valeur ou nocif. « Pour leur bien », ils devraient adopter un ensemble d'autres comportements. Tout ce qu'ils peuvent apprendre de leur propre expérience ne pourrait devenir un savoir que formalisé par d'autres.

Il n'est pas difficile de comprendre l'enjeu politique de telles attitudes : imposer des savoirs étroitement liés à un certain rapport au monde, et faire disparaître ceux qui vont dans d'autres sens. Bien entendu cela ne veut pas dire que les Mapuches, Diaguitas, les Tupi-Guaranis, les Apaches etc., ont accepté cela, ni que leurs savoirs aient été balayés, mais le pouvoir colonial va les attaquer systématiquement. En Europe, les campagnes feront l'objet d'attaques similaires, une contestation des modes de savoir, qualifiés d'obscurantistes, qui n'aura pas, bien entendu, la même violence que la colonisation. Mais, depuis les chasses aux

sorcières de l'Inquisition jusqu'à l'implémentation d'une agriculture industrielle par la CEE, basée sur les seules connaissances en chimie et en économie, cette politique sera une constante de l'espace européen.

Dans les villes, la question est un peu différente : avec leur accroissement très rapide au XIX^e siècle, une masse très importante d'individus se retrouvent déracinés ; d'une certaine manière, le savoir d'expérience manque. Il est essentiel pour la bourgeoisie industrielle de transformer la masse de gens arrivés en ville en main-d'œuvre efficace et docile. Pour cela, elle développe toute une série de dispositifs à l'intérieur des usines, mais aussi des écoles et le travail social. Apprendre aux ouvriers, et notamment aux ouvrières, comment tenir la maison à partir des protocoles des « savants » hygiénistes, comment éduquer les enfants à partir des préceptes de l'école, comment se comporter elles-mêmes suivant les conseils



Reportage &

du médecin ou du travailleur.euse social.e. Ce seront pendant longtemps des objectifs centraux du travail social, et le restent encore aujourd'hui dans beaucoup de cas. L'hégémonie d'un mode de savoir formalisé fait partie d'une modalité de pouvoir.

Quel est le lien entre la production de savoirs populaires et l'action collective ? Quel type de savoir est légitime pour l'action ?

Tout mode de savoir est d'emblée lié à certains modes d'action. De mon point de vue, il n'y a pas un seul type de savoir qui soit bon et les autres mauvais. Mais la question est d'arriver à un fonctionnement dans lequel on évite de mettre en place toutes sortes de dispositifs censés permettre la participation, pour, en fin de compte, traduire le résultat dans le langage formalisé de la gestion. Aujourd'hui, le vrai défi se trouve là : tout le monde s'intéresse à ce que les gens pensent. Il y a toute une économie de l'information. Le problème est que cette information est réduite à de simples données, des « données brutes », décontextualisées. Des données dont d'autres vont se servir comme matière première pour fabriquer des savoirs complexes. L'enjeu est de montrer que les savoirs populaires ne sont pas des données brutes, qu'ils sont

complexes et ne peuvent être décontextualisés. Penser les choses telles qu'elles existent dans des situations concrètes.

Quel rôle l'Éducation populaire peut-elle jouer dans la construction d'« autres histoires », de récits alternatifs aux modèles dominants ? À quelles fins politiques ?

Je pense qu'il ne s'agit pas seulement de raconter des histoires avec des contenus un peu différents, mais aussi avec d'autres formes, d'autres rythmes, d'autres temporalités, liés à nos expériences. Autrement, on accepte d'être gérés, on rentre dans des processus de gouvernementalité dans lesquels aucune capacité d'action n'est possible par rapport à ce qui nous arrive. Si on laisse raconter les histoires avec la mise en forme d'un savoir universalisant, ce qu'il y avait de populaire dans le savoir disparaît. On ne s'adresse plus à l'expérience singulière de quelqu'un mais à un « on » abstrait et moral : on doit comprendre ce qui s'y passe. Lorsque le.la travailleur.euse social.e, le.la politicien.ne, le.la journaliste, le.la sociologue dit : « *Je vais traduire ce que les gens pensent dans un langage qu'on prendra en compte* », il.elle rend le problème digérable et fait disparaître le conflit. Or la question est précisément que dans notre société puissent exister des conflits, des rapports au monde différents. Faire en sorte que les relations qui constituent une société ne soient pas seulement imposées à des gens rendus « flexibles ».

Quels sont les outils pédagogiques utilisés pour faire émerger les savoirs populaires ?

Il faudrait préciser un peu ce qu'on entend par outil. Je suis assez critique vis-à-vis des outils pédagogiques lorsqu'ils se donnent

comme objectifs de faire émerger la parole, de synthétiser l'essentiel, de traduire le ressenti, etc. Le travail de l'Éducation populaire n'est pas de formaliser sur un flipchart la pensée des gens. Cela peut être pratique pour le.la formateur.ice, et indispensable pour justifier des subsides, mais le problème n'est pas là. Notre question est de comprendre les problématiques telles qu'elles se posent dans une situation donnée, avec les mots, les temporalités, les contradictions, les images, etc., qu'elles produisent. Cela ne veut pas dire s'interdire toute interaction sur le terrain, ou regarder tout ce qui s'y dit comme précieux et fragile. Mais simplement parler d'égal à égal. Si quelqu'un pense d'une certaine manière, avec ses concepts, ses mots, son rapport au monde... il faut respecter cela. Prendre le temps de comprendre, éviter le réflexe naturel de croire qu'on sait déjà ce qu'on nous dit. D'une manière générale, je crois que le principal outil de l'Éducation populaire est le temps et la patience. Je ne vois pas d'autre manière d'acquérir une expérience, mais ce n'est évidemment pas assez.

Personnellement, j'ai beaucoup appris à partir des expériences réalisées par le cinéma documentaire. Cette question s'y pose depuis plus d'un siècle, et dans leurs réussites, leurs échecs et leurs problématiques il y a beaucoup de matière à travailler. Après, c'est aussi une question qui relève des intérêts des uns et des autres, de ce qui nous parle, il faut qu'il y ait une place pour le désir. ■

Pour en savoir plus : <http://ep.cfsasbl.be/+Guillermo-KOZLOWSKI-+>

Claire MATHOT ♦ Permanente CIEP communautaire

Retour de l'enquête ouvrière au MOC-Bruxelles

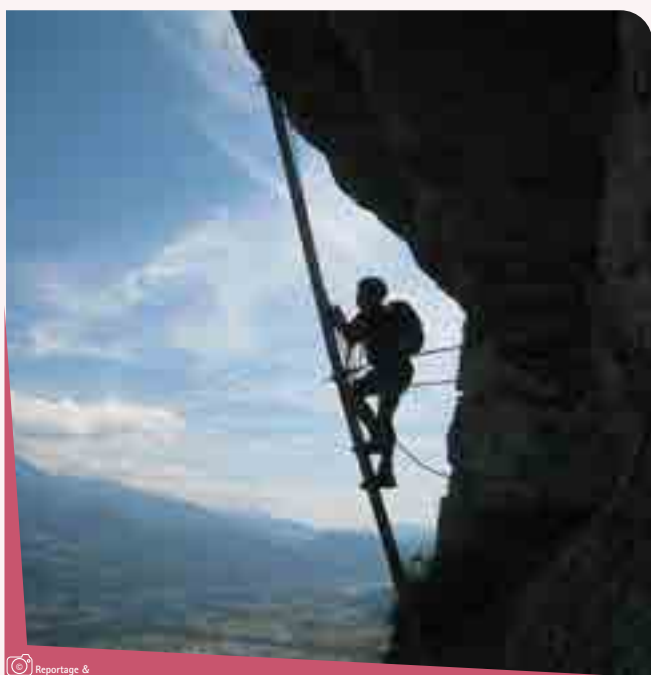
Enquête ouvrière, enquête militante... Différentes appellations pour une démarche qui vise la création du savoir social issu d'expériences vécues par tout un chacun et le soutien de l'émergence de l'action politique. Revenons sur ce procédé d'enquête que le MOC-Bruxelles a choisi de se réapproprié pour sa campagne sur la précarité en région bruxelloise.

L'enquête ouvrière, outil du savoir social et de l'action politique

L'enquête ouvrière « *cherche à faire émerger la parole des personnes qui partagent un même vécu d'oppression. À visée émancipatrice, elle est une manière de construire et de faire circuler l'information pour la transformer en force politique* »¹. Elle vise

donc à révéler du savoir, comme toute recherche scientifique, et du « collectif », qui peut s'exprimer sous la forme d'une prise de conscience des travailleur.euse.s de leur(s) oppression(s), de la (re) création de solidarité entre travailleur.euse.s d'une même entreprise, d'un même pays ou de pays différents, de la réactualisation de relations avec des organisations syndicales, de mobilisations, de luttes ou d'actions concrètes. L'enquêteur.ice assume parallèlement une posture militante et une position dans la lutte aux côtés de ceux et celles qui ne sont pas des objets d'étude, mais des camarades. En pratique, un.e enquêteur.ice peut rejoindre une lutte sociale déjà engagée ou rejoindre un groupe de travailleur.euse.s vivant une difficulté. L'enquête débute parfois à la demande des travailleur.euse.s². Elle se déploie sur un temps long, car il s'agit d'exploiter tant les moments d'enquête « à chaud »

(moments de conflit, lorsque des travailleur.euse.s font un piquet de grève devant leur entreprise) que les moments d'enquête « à froid » (le groupe n'est pas directement en situation de conflit). À chaque étape, l'enquête ouvrière est co-construite. Dès le début, l'enquêteur.ice prend lui.elle-même ses contacts, qui ne doivent pas être filtrés (par exemple, par un syndicat). Il importe de voir s'il y a une demande particulière qui émane directement des travailleur.euse.s (par exemple, établir une liste de revendications à présenter à la direction). L'élaboration des hypothèses, leur confirmation ou leur infirmation se font avec les travailleur.euse.s, grâce à de nombreux contacts répétés, durant les moments « à chaud » ou « à froid ». Les échanges et les retours avec eux et elles se font aussi au moment de l'analyse des données de l'enquête (par exemple, les publier sur un site internet) : il.elle.s peuvent corriger ou élaborer eux.elles-mêmes des informations. Parfois, le groupe de travailleur.euse.s s'autonomise du cadre de la recherche³. Dans d'autres cas (mais pas toujours), cette co-construction nourrit les revendications et les possibilités d'action politique des travailleur.euse.s. Néanmoins, il faut être attentif.ve à ne pas forcer l'apparition de revendications. Si l'action politique est imposée de l'extérieur, alors un rapport de force et de domination peut être présent dans la posture « pédagogisante » de l'enquêteur.ice. L'enquête ouvrière n'a pas pour objectif d'expliquer aux gens leur(s) oppression(s)! En raison de son double objectif et du principe de co-construction, la façon dont l'enquêteur.ice se considère et scrute son enquête est essentielle. Sa posture est aussi celle d'organisateur.ice, dans le sens de faire émerger des savoirs directement utiles à la lutte des enquêté.e.s : il.elle doit être flexible, et accepter que l'enquête va le.la transformer (en changeant sa vision, son cadre d'analyse, ses pratiques) autant que les enquêté.e.s. En effet, il est difficile de prévoir dans quelle direction l'enquête ouvrière et la lutte politique vont s'orienter.



Reportage &

Émergence au XIX^e siècle

À la fin du XIX^e siècle, les gouvernements des États européens organisent des enquêtes pour mieux connaître le milieu ouvrier, qui s'est développé de manière importante. Ces enquêtes visent à répondre à « une inquiétude diffuse des classes dominantes : comment maîtriser les "foules" aux réactions imprévisibles dans une société qui change à des rythmes accélérés ? »⁴. Outils de gouvernance, elles visent à mieux connaître les réalités du monde ouvrier qui font peur, notamment les « concentrations urbaines et problèmes sanitaires, contestation politique, insuffisante productivité, arrivée de travailleurs migrants, etc. »⁵. Ce ne sont pas les

L'enquête ouvrière n'a pas pour objectif d'expliquer aux gens leur(s) oppression(s)!

travailleur.euse.s eux.elles-mêmes qui sont interrogés, mais plutôt un seul informateur, issu d'un milieu plus aisé (par exemple, un médecin, un prêtre, un patron d'entreprise).

La tradition fait remonter l'origine de l'enquête ouvrière à Karl Marx, qui souhaitait contrer ces enquêtes gouvernementales extraites de leur contexte économique et sociale abstrait. Pour lui, « il s'agit d'investiguer sur la condition ouvrière pour faire briller plus intensément la torche révolutionnaire et parfaire la construction de l'alternative politique »⁶. En France, en 1880, Marx rédige un questionnaire de 101 questions destiné aux travailleur.euse.s : leurs réponses leur permettront d'analyser eux.elles-mêmes leur cadre de vie et leurs conditions de travail⁷ et ainsi de prendre conscience de leur domination, afin de former un groupe social, en force d'opposition au système de classes. Publié dans *La revue socialiste*, le questionnaire de Marx n'obtiendra que peu de réponses, notamment parce que ce mode d'enquête n'est pas privilégié dans la première moitié du XX^e siècle. Quelques enquêteur.ices mènent individuellement des enquêtes ouvrières en s'impliquant, voire en se faisant engager, dans le milieu ouvrier. En écho à une réflexion sur la pédagogie populaire, quelques groupes s'emparent également du principe de l'enquête ouvrière. Ainsi, dans les années 1920-1940, la JOC, constituée en 1924, réalise de nombreuses enquêtes ; c'est même un trait constitutif du mouvement⁸.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'enquête ouvrière fait son grand retour. En Italie, le mouvement « opéraïste » veut revenir à la subjectivité des gens, et s'opposer à une tradition d'étude qui analyse surtout les structures des mouvements sociaux. Ce mouvement pratique « si possible "à chaud" (dans les situations particulièrement conflictuelles) des enquêtes ouvrières à des fins politiques, tout en revisitant les relations entre marxisme et sociologie »⁹. En France, des groupes portés par l'élan transformation-

nel de Mai 68 pratiquent l'enquête ouvrière¹⁰. Michel Foucault et d'autres intellectuel.les répandent l'idée que le simple fait de créer de l'information représente en soi une lutte. La technique de l'auto-enquête se développe aussi dans des groupes féministes. En Amérique latine, Paulo Freire l'utilise dans sa pédagogie des opprimé.e.s.

Après une baisse d'utilisation dans les dernières décennies, l'enquête ouvrière semble aujourd'hui connaître un renouveau. Des plateformes de militant.e.s européen.ne.s la pratiquent, telles qu'*Anker Mag*¹¹ en Belgique, *Notes from Below*¹² au Royaume-Uni ou *Acta Zone*¹³ et la *Plateforme d'Enquête Militante*¹⁴ en France. Ces plateformes tentent de créer un réseau international ; démarche essentielle face à la globalisation du monde du travail. Elles diffusent les résultats de leurs enquêtes sur internet. Un défi important demeure l'équilibre à conserver entre la dimension « recherche » (savoirs) et la dimension « collectif » (action politique).

Des résultats scientifiques et objectifs ?

L'objectivité et la « scientificité » de l'enquête ouvrière sont régulièrement questionnées. Cette mise en cause vise surtout l'implication personnelle des enquêteur.rice.s dans le processus, ainsi que leur militance, surtout lorsqu'il.elle.s prennent part aux actions de revendications des travailleur.euse.s enquêté.e.s. En effet, ce mode d'enquête est différent d'une enquête scientifique « à la troisième personne », qui se place dans un rapport d'extériorité par rapport aux enquêté.e.s. Pour les pratiquant.e.s de l'enquête ouvrière, celle-ci est plus complète : elle ne cherche pas seulement à analyser des faits, elle vise aussi la dénonciation « des causes derrière les faits afin de dégager des perspectives globales d'action »¹⁵. Les résultats obtenus sont évidemment bien différents de la « seule » production de savoir.

Tout d'abord, la prétendue « objectivité » du.de la chercheur.euse peut être questionnée, car une part de subjectivité est toujours présente dans toute recherche, ne serait-ce que dans la manière dont les questions sont posées, les réponses qu'elles présupposent, la façon dont des chiffres ou des statistiques peuvent être orientés ou interprétés. Ensuite, comme dans toute enquête, l'objectivité doit être en lien avec la propre réflexivité de l'enquêteur.rice (dimension accentuée dans l'enquête ouvrière). À chaque stade de l'enquête, cette réflexivité permet à l'enquêteur.rice de récolter rigoureusement des données, par exemple en ne négligeant pas une situation concrète qui survient de manière inattendue, une catégorie d'acteur.rice.s ou encore de nouveaux.elles acteur.rice.s.

Quand le MOC-Bruxelles se réapproprie l'enquête ouvrière

L'enquête ouvrière s'inscrit aussi dans l'histoire du mouvement ouvrier, notamment à travers l'identité fondatrice des JOC. En 2020, partant du constat alarmant de l'augmentation de la précarisation dans la capitale, le MOC-Bruxelles a décidé de réutiliser l'enquête ouvrière pour sa campagne intitulée *Partir des marges : apprendre des personnes en situation de précarité elles-mêmes*. En effet, en Région Bruxelles-Capitale, **de plus en plus de gens vivent dans la pauvreté**, ou dans l'incertitude de leurs conditions de travail et de vie pour le lendemain. Il.elle.s sont ainsi susceptibles de basculer rapidement sous le seuil de pauvreté. Certaines raisons peuvent être pointées : « *de plus en plus de personnes ne vivent pas d'un emploi en CDI à temps plein (le leur ou celui de membres de leur ménage). Notre système de protection sociale, l'organisation de la société ainsi que nos mouvements ont pourtant été pensés à partir de celui-ci* »¹⁶. Un autre constat est la **difficulté pour différents publics de trouver leur place dans les actions menées par le MOC de Bruxelles** (méconnaissance ou absence de leurs droits sociaux, manque de temps, de contacts, de lieu où se réunir, etc.) Il s'agit notamment des nouveaux.elles travailleur.euse.s précaires (livreur.euse.s de type « Deliveroo », employé.e.s de call-centers, personnel des plateformes logistiques de type « entrepôt d'Amazon », intérimaires...), les travailleur.euse.s malades ou invalides, les travailleur.euse.s sans emploi, les femmes précaires, les jeunes en décrochage scolaire, les pensionné.e.s, les migrant.e.s, les sans-papiers...

Le projet du MOC-Bruxelles est d'enquêter pour aller à la **rencontre de ces personnes « en marge »**, les connaître, se faire connaître d'elles et, bien sûr, susciter revendications et actions en commun ; en bref, jouer un rôle actif dans le développement des politiques sociales et économiques pour la région bruxelloise. Les thématiques principales qui seront explorées, seront le **logement, la santé et l'emploi**. Une attention particulière sera portée à la question du genre et de l'ethnicité. En effet, « *les femmes sont particulièrement touchées par ces phénomènes car elles représentent la majorité des personnes isolées et surtout dans les familles monoparentales (11,2% de la population bruxelloise), 86,6% des chefs de ménage sont des femmes. Plus de 70% des travailleurs de la tranche des 10% de salaires les plus bas (donc moins de 1.967eu-*



ros brut par mois) sont des femmes ! Il n'existe pas de statistiques « ethniques » officielles, mais la situation des personnes racisées est elle aussi nettement plus précaire que la moyenne »¹⁷. ■

1. Alexia MORVAN, « Redécouvrir l'enquête ouvrière », *Offensive*, n°34, juin 2012, pp.28-29 (en ligne) <https://offensiverevue.files.wordpress.com/2015/02/offensive34.pdf>
2. Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, « Les cahiers de mai : partager l'enquête pour donner la parole », in Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, Éd. La Découverte, 2019, p.155.
3. Les enquêté.e.s deviennent enquêteur.rice.s eux.elles-mêmes. Pour un exemple concret, voir Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, *op.cit.*, pp.151-162.
4. Erik RYDBERG, « L'enquête ouvrière : chantier d'avenir ? », *Econosphères*, septembre 2018 (en ligne) www.econospheres.be/L-enquete-ouvriere-chantier-d-avenir
5. Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA, *op.cit.*, p.9.

6. *Ibid.*, p.11.
7. Une partie importante des questions est encore d'actualité (Martin MEDIA (éd.), « L'enquête ouvrière », *Travailler*, n°12, 2004 (en ligne) www.cairn.info/revue-travailler-2004-2-page-21.htm)
8. Pour plus d'informations sur les enquêtes de la JOC, voir Éric GEERKENS et Xavier VIGNA, « Les enquêtes jocistes en Belgique et en France, c.1925 – c.1940 », in Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET et Xavier VIGNA (dir.), *op.cit.* pp.426-442.
9. Alexia MORVAN, *op.cit.*
10. Pour un exemple concret, voir Nicolas HATZFELD et Cédric LOMBA, *op.cit.* pp.151-162.
11. <http://anker-mag.org/>
12. <https://notesfrombelow.org/>
13. <https://acta.zone/>
14. Plateforme d'enquêtes militantes (en ligne) <http://www.platenqmil.com/>
15. Alexia MORVAN, *op.cit.*
16. Note 2 : pour une campagne précarité en MOC, 4 novembre 2019.
17. Note 2 : pour une campagne précarité en MOC, 4 novembre 2019.

Anne-France MORDANT ♦ Permanente CIEP communautaire

Voir, juger, agir : elles l'ont fait en GRAND !¹

Lancement d'une enquête, audition au Sénat, rédaction d'une étude, rencontres de sensibilisation des institutions, large couverture presse, campagne et actions dans l'espace public... Voici autant d'actions menées par une cinquantaine de jeunes femmes de *Vie Féminine* (VF) pour répondre au sexisme vécu par toutes. Laetitia Genin, coordinatrice de la « dynamique jeunes femmes » de VF, revient sur le processus d'Éducation permanente qui a porté ces actions.

Au commencement : les réalités de vie des jeunes femmes...

En 2015, dans de nombreux lieux de rassemblement de VF, apparaissent des témoignages de jeunes femmes (JF) qui traitent d'injustices vécues dans leur recherche d'emploi, leurs études, leur couple, en rue... parce qu'elles sont des femmes. À Namur, Charleroi, Mons, Liège ou Bruxelles mais également dans les villages du Brabant Wallon, du Luxembourg ou de Picardie, les témoignages s'enchaînent et se répondent. Au *Comité JF*², la colère gronde : nous devons faire quelque chose contre ces injustices !

Le contexte de l'époque n'est pas le même que celui d'aujourd'hui : la déferlante #MeToo³ n'a pas encore eu lieu et parler de sexisme est inaudible. On peut s'interroger sur les raisons d'émergence de ces témoignages à cette période... Une de nos hypothèses est que, comme la campagne de VF portait alors sur le continuum des violences vécues par les femmes⁴, les JF ont identifié VF comme un espace où les vécus de sexisme pourraient se dire et être entendus, sans être banalisés ni minimisés. Pour beaucoup de JF, cet espace est alors unique : elles ne parlent de ces vécus ni dans la société, ni en famille, parfois même pas entre copines.

Fortes de notre révolte, nous avons choisi d'orienter le *Grand rassemblement Jeunes Femmes* prévu en avril 2016 sur le thème

du sexisme, décliné dans de nombreuses sphères de la vie : sexisme et emploi, sexisme et corps, ... Ce *Grand rassemblement* est un succès : plus de 120 JF de la Fédération Wallonie Bruxelles s'y retrouvent pour parler de sexisme. Nous faisons le constat que les vécus sont partagés par toutes. La journée est explosive, renforcante, elle donne des ailes... Les participantes ne veulent pas s'arrêter là. Elles veulent que le sexisme soit dénoncé, au grand jour, dans l'espace public. Et ce processus, elles veulent le piloter elles-mêmes ! À partir de cet instant, mon rôle change : en tant que coordinatrice nationale, je ne suis plus en charge d'impulser une dynamique mais plutôt de soutenir leur démarche et leurs initiatives.

Appel à témoins !

À partir de septembre 2016, de nombreuses JF investissent le Comité pour y mener des initiatives. Au cœur des préoccupations, l'envie de donner la possibilité à un maximum de JF de s'exprimer sur des vécus de sexisme. L'idée d'un appel à témoignages arrive rapidement. Ensemble, elles construisent un questionnaire et se donnent deux mois pour le diffuser. Dès la première semaine, plus de 100 témoignages sont récoltés, nous en recevons 420 au total ! La moitié des témoignages arrive en version électronique et provient essentiellement d'étudiantes ; l'autre moitié en version papier. Le questionnaire papier a été diffusé par les animatrices et les JF de VF dans différents lieux : toutes les antennes et maisons de VF, les formations d'insertion socio-professionnelle de Mode d'Emploi et l'espace public (parcs, sorties d'écoles, centres commerciaux, quais...). L'objectif de cette diffusion massive est de toucher des JF précaires ou ne parlant pas aisément le français. Dans ces espaces, des animations collectives sont mises sur pied.

Mais... que faire de tous ces témoignages quand on n'est ni chercheuse, ni sociologue ? Les JF créent un groupe de lecture et



me mandatent pour proposer des catégories de classement ; une équipe de rédaction de quatre personnes est ensuite mise sur pied.

En parallèle, je parle de la démarche des JF à mes collègues qui me proposent de renvoyer ces questions au monde politique et aux institutions. Vu le travail de réaction mené par VF dans l'élaboration de la loi fédérale contre le sexisme dans l'espace public en 2014⁵, le premier lieu auquel nous pensons est le Sénat.

Toutes au Sénat !

Lorsque je leur parle de la proposition des responsables du mouvement, les JF sont vraiment fières de la confiance qui leur est faite et, en même temps, les questions affluent : *« Nous au Sénat ? Mais qu'est-ce qu'on va leur dire ? Tu crois qu'on peut ? Et ça se fait comment ? »*

Commence alors un travail de préparation de cette rencontre au Sénat pour asseoir la légitimité de notre parole. En effet, cela ne va pas de soi dans un contexte où les savoirs issus de l'expérience sont délégitimés par rapport aux savoirs scolaires ; où les savoirs des femmes sont minorés et où de nombreuses JF du groupe ont vécu l'échec scolaire et/ou ne trouvent pas de travail... Par ailleurs, parler d'agression sexiste n'est pas bienvenu dans la société ! Il s'agit de sujets difficiles, où la parole des femmes est souvent minimisée...

Un premier aspect important pour renforcer la **légitimité de la parole** des JF est la convivialité car favoriser les conditions de la rencontre, c'est favoriser les conditions de la discussion. Pour cela, nous agissons sur les freins à la participation : co-voiturage pour qu'aucune n'ait peur de rentrer seule le soir, repas pour celles qui sortent du boulot ou des cours, baby-sitting pour les jeunes mères, solidarité financière pour celles qui sont en grande précarité, traductions pour celles qui ne maîtrisent pas bien le français, animation centrée sur l'oral pour permettre à toutes de s'exprimer... Cette attention apportée à chacune renforce le sentiment de légitimité : *« ma parole est attendue/entendue, ce que je pense a du poids, ce que je dis est juste »*.

Ensuite, nous offrons un cadre qui autorise les émotions : on rigole ensemble, on pleure, on envisage même d'aller péter des trucs dans l'espace public tellement on est en colère ! Finalement,

on choisit de ne pas le faire mais l'espace est offert pour autoriser la colère dont l'expression est traditionnellement interdite aux femmes. Nous sommes aussi attentives à ce qu'aucune JF ne quitte une réunion en n'étant pas bien... La non-mixité (d'âge et de sexe) contribue largement au fait que l'expression de ces émotions soit possible.

Enfin, un cadre est donné aux rencontres, qui repose sur deux concepts : le **sexisme** et l'**espace public**. Le sexisme est positionné d'emblée comme un système de domination à situer dans le continuum des violences faites aux femmes, à sortir des rapports individuels et à renvoyer les responsabilités au niveau collectif. On insiste également sur le fait qu'il n'y a pas de « petites » violences et sur la légitimité de la parole des JF : *« Si toi, tu estimes que ce que tu as vécu t'as blessée, t'as violentée, alors c'est juste. Ta parole est légitime »*. Quant à « l'espace public », nous le positionnons en opposition à l'espace privé : *« Dès que tu franchis le seuil de ta maison, tu es dans l'espace public »*. Ce cadre et ses deux concepts permettent d'ouvrir le champ des témoignages...

Et, puis, ça y est, on est prêtes ! Nous nous sentons légitimes et renforcées : notre prise de parole est préparée, un communiqué de presse est lancé et, le 23 avril 2017 (exactement un an après le *Grand Rassemblement Jeunes Femmes*, nous sommes reçues au Sénat. C'est une magnifique illustration du travail d'éducation permanente car *« depuis le début, nous travaillions ensemble, avec l'objectif de dénoncer le sexisme mais jamais nous n'aurions imaginé les formes que cela allait prendre et où cela allait nous mener ! »*

Ce jour-là, nous sommes une trentaine de JF, qui portent aussi la parole de toutes celles qui n'ont pas pu être là, notamment celles qui sont sans papiers (la carte d'identité est exigée à l'entrée du Sénat).

Lors de l'intervention, quatre JF font un exposé d'une heure et puis dix-sept autres réparties à différents endroits dans la salle plénière du Sénat se lèvent pour témoigner d'une agression sexiste dans l'espace public. C'est inattendu, les parlementaires se retournent, le silence s'impose face à la puissance des témoignages livrés. S'ensuit ensuite un échange avec les sénateurs.ice.s qui nous remercient pour notre travail et soulignent l'importance d'aborder ces questions dans la société. On est quelques mois avant #MeToo et personne ne parle encore de ces questions.



Plusieurs parlementaires prennent des engagements et tiendront leurs promesses.

En parallèle de cette intervention au Sénat, VF décide de faire une étude avec le travail mené par les JF⁶. Cette double reconnaissance, du monde politique et du mouvement, est une victoire totale !



Une étude « vivante » pour lutter contre le sexisme !

À la rentrée de septembre 2017, des séances publiques inspirées de celle du Sénat sont organisées par VF en région afin de faire vivre l'étude. Plus de 20 séances auront lieu à destination du monde politique et associatif, d'institutions ou de services publics (conseils consultatifs communaux, police, STIB, TEC,...). En tout plus de 1000 personnes seront touchées. Suite à certaines de ces rencontres, un réseautage local est mis sur pied pour avancer sur la question du sexisme.

En octobre 2017, la presse qui surfe sur la vague #MeToo nous sollicite largement. Plusieurs JF acceptent de témoigner, en mettant comme condition d'avoir un délai de deux ou trois jours avant l'interview pour se préparer. Avant chaque point presse, nous organisons une séance collective de renforcement pour nous donner confiance, nous entraîner via un jeu de rôle, déterminer nos limites et nous autoriser à dire « non ». Les deux pièges les plus fréquents à déjouer étaient la banalisation des agressions sexistes vécues ainsi que l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes. En effet, beaucoup de journalistes cherchaient à nous faire dresser des profils d'auteurs et s'attendaient à ce que ceux-ci soient jeunes et racisés. Nous avons toujours refusé d'entrer dans cette logique qui servirait à discriminer une catégorie de personnes. Notre stratégie était de remettre le focus sur les victimes et leurs vécus ainsi que sur le caractère systémique du sexisme et les responsabilités collectives. Nous insistions également sur la nécessité de bouger pour ne pas renforcer les conséquences dommageables d'une agression : lorsque celle-ci n'est pas prise en charge ou qu'elle est banalisée, elle peut mener à une dépression, à une phobie des transports, à une perte d'emploi... La honte doit définitivement changer de camp !

Des conséquences concrètes

Les JF l'affirment : seules, elles n'auraient jamais réalisé tout ce qu'elles ont fait. C'est la force d'un mouvement d'offrir les conditions pour que les personnes parlent et agissent. Le travail effectué ensemble a eu des retombées concrètes, aussi bien pour les JF que pour VF.

Le processus a permis aux JF de s'affirmer pour la première fois comme féministes dans leur sphère privée mais aussi de développer de nouvelles compétences (contact de la presse, des élus locaux) au service de nouveaux projets dans leur région. C'est ain-

si qu'en 2018 et 2019, les JF de Liège ayant participé au processus, ont mis sur pied l'événement *Je cours pour les droits des femmes* qui a rassemblé plus de 300 joggeur.euse.s.

Par ailleurs, le monde politique et les institutions ont identifié clairement le mouvement VF comme un interlocuteur sur la question du sexisme. À titre d'exemple, la ville de Charleroi a sollicité VF pour la formation de ses « Stewards ».

En interne, la campagne 2018-2019 s'est orientée vers la question du sexisme dans l'espace public en dépassant les catégories d'âge, en envisageant le sexisme dans ses interactions avec le racisme et le capitalisme, en ciblant des lieux-clés de l'espace public où se joue du sexisme : club sportif, école, association, syndicat, scoutisme, commune, café, centre culturel, hôpital, ... En 2018, le contexte a changé : le mouvement #MeToo a montré que les agressions sexistes étaient bien plus nombreuses et systémiques qu'on ne le pensait... L'omerta est brisée, l'enjeu pour VF est désormais de montrer des réalités de vie qui sont plus invisibles que celles des actrices : comment se joue le sexisme pour des femmes travaillant dans les titres-services, pour des femmes qui vivent aussi le racisme ? Ce faisant, VF reste fidèle à son ancrage en milieu populaire. ■

1. Cet article se base sur les propos de Laetitia Genin, Coordinatrice nationale de VF, recueillis par l'auteur.
2. Le Comité national qui rassemble des animatrices et des bénévoles de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.
3. En octobre 2017, suite à l'affaire Weinstein, l'actrice Alyssa Milano propose aux victimes d'agressions et de harcèlement sexuel d'utiliser le hashtag #MeToo pour libérer la parole et briser l'omerta. Le succès est immédiat.
4. *Brisons l'engrenage infernal, il n'y a pas de petites violences faites aux femmes*. Dossier pédagogique publié dans le cadre de la campagne *Brisons l'engrenage infernal*, Bruxelles, Vie Féminine, 2016.
5. *Loi tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination*. Loi du 22 mai 2014.
6. *Le Sexisme dans l'Espace public. Analyse des résultats obtenus dans le cadre de l'appel à témoignages sur le sexisme dans l'Espace public*, Vie Féminine, 2017 (disponible en ligne) <http://engrenageinfernal.be/wp-content/uploads/2016/10/Etude-Sexisme-web.pdf>

